



Analyse des normes de reporting par pays

Royaume-Uni

Etat du débat sur le Reporting Extra-Financier

Le Royaume-Uni met en œuvre progressivement un ensemble de réglementations sur la publication d'informations de durabilité, les Sustainability Disclosure Requirements (SDR). Le SDR a été présenté pour la première fois dans le cadre du '*Greening Finance: A Roadmap to Sustainable Investing*' (1) en 2021. En mai 2024, le '*Sustainability Disclosure Requirements: Implementation Update 2024*' a été publié (2).

SDR contient plusieurs volets (2):

- Transition Plan Disclosures
- SDR & Investment Labels (3)
- UK Green Taxonomy
- Nature-Related Disclosures

ainsi que les '*UK Sustainability Reporting Standards*' (SRS) (4), les futures normes de durabilité britanniques.

Bien que certaines spécificités britanniques aient été insérées dans ces exigences de reporting (issu du groupe de travail *ad hoc*), les SDR s'inspirent largement et explicitement des IFRS, de la TCFD et de la TNFD et ne comprennent, à ce titre, aucune exigence d'analyse en double matérialité. D'ailleurs, il est explicitement mentionné (2) que les SRS sont une déclinaison des '*IFRS Sustainability Disclosure Standards*'.

Après une consultation prévue début 2025 (2)(4), les SRS seront les standards applicables dès 2025 pour les entreprises britanniques entrant dans le champ d'application (2).

Les SRS, du fait de leur rattachement aux IFRS S1 et S2, seront ainsi en matérialité simple.

Contexte

Le Royaume-Uni a mené des réformes importantes en matière de reporting de durabilité, et les inscrit dans un cadre réglementaire plus large visant à intégrer des informations ESG dans les rapports financiers des entreprises. Comme indiqué, le gouvernement britannique a ainsi publié en 2024 la mise à jour des *Sustainability Disclosure Requirements (SDR)* (2), une initiative qui s'inscrit dans le cadre de la *Green Finance Strategy* de 2023 (5).

Les volets de SDR (hors SRS) peuvent être ainsi résumés (2):

- *Transition Plan Disclosures*: un cadre pour aider les entreprises à communiquer leur plan pour atteindre l'objectif net de réduction des émissions de gaz à effet de serre (2);
- *SDR & Investment Labels* (3) : règles et orientations visant à améliorer la confiance et la transparence sur le marché des produits d'investissement durable; ces mesures comprennent des labels d'investissement, des règles de dénomination et de commercialisation, une règle 'anti-greenwashing' pour toutes les entreprises agréées par la FCA (Financial Conduct Authority) et des règles de divulgation;
- *UK Green Taxonomy*: taxinomie pour aider à mobiliser les investissements dans les activités vertes et à lutter contre le greenwashing;
- *Nature-Related Disclosures*: dans ce cadre, il est indiqué que le gouvernement britannique encourage les initiatives telles que la TNFD et suit l'agenda de l'ISSB concernant l'extension des IFRS à la biodiversité et au capital humain (6) - ces différentes approches étant en matérialité simple.

Dans ce cadre, le gouvernement britannique proclame lui-même son "important soutien" aux travaux de l'ISSB (2)¹.

Autres éléments d'intérêt

Comme mentionné, l'approche britannique est principalement en matérialité simple, par alignement avec des approches basées sur ce type de matérialité (ISSB, TCFD et TNFD²).

Néanmoins, le FMI dans un 'working paper' de 2024 (7) a rappelé que le Royaume-Uni comptait, avec l'UE et la Suisse, parmi les pays ayant introduit la double matérialité pour reconnaître les 'effets de boucle' entre les activités financières et le changement climatique³. Cela pourrait signifier que, sans l'avoir ainsi formalisé, le pays pourrait réfléchir à introduire des prémisses d'analyse en double matérialité dans la législation.

De la même façon, lors de la consultation du CSSB (Canadian Sustainability Standards Board) en 2024, une réponse indique le point suivant: "*The standards [les normes de durabilité canadiennes] need to consider a double materiality approach to disclosure. The proposed standards have already been exceeded by jurisdictions that recognize the limitations of a single materiality approach, which only considers how climate-related impacts on a company can be material. For example [...] the United Kingdom is progressing with regulating transition plans as a complement to ISSB-aligned disclosure*" (8). Selon ces commentateurs,

¹ Il est à noter que même si le siège de l'ISSB est à Francfort, le siège de l'IASB est lui à Londres.

² Plusieurs ONGs ont déposé une plainte auprès du programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP), en octobre 2024, pour son soutien à la TNFD, vue comme une initiative de greenwashing car "The TNFD's baseline only recommends that companies report on impacts from biodiversity loss to their own profits. Crucially, the TNFD's core approach does not even call for companies to disclose the impact of their operations on nature" (cf. Global NGOs File Complaint with UN Program Over Support for "Corporate Greenwashing" Initiative - <https://foe.org/news/cop16-complaint-unesp/>). Ainsi, ces ONGs ont porté plainte car la TNFD est en matérialité financière.

³ "*Some jurisdictions (e.g., EU, UK, and Switzerland) have introduced the notion of double materiality to recognize feedback loops between financial activities and climate change (or more broadly ESG)*" (4).

le Royaume-Uni aurait commencé à adopter une position au-delà de la matérialité simple et de son alignement avec l'ISSB du fait du volet '*Transition Plan Disclosures*' de SDR. Cela tend à comprendre les futures normes de durabilité britanniques (SRS) de façon plus systémique, dans la globalité de SDR.

Si on poursuit cette analyse des futures SRS dans le contexte plus large de SDR, on peut ainsi constater que le volet '*SDR & Investment Labels*' (3) revient sur la question de la double matérialité. Ce volet de SDR a donné lieu à une consultation et des commentaires incluent dans (3) - le policy statement. En particulier, il est indiqué :

“Many stakeholders noted that in building from TCFD requirements, disclosures would focus on sustainability-related financial reporting. Many requested that we require firms to disclose their wider impacts on the environment and society as well, particularly given the labelling regime focuses on products that aim to achieve positive outcomes for the environment and/or society.

Our response [Financial Conduct Authority]

We agree that disclosure of firms' impacts on the environment or society would be useful for clients and consumers. So, we have added a Handbook guidance provision stating that firms should consider disclosing their impact on the environment and/or society, having regard to the Global Reporting Initiative (GRI) Standards. We have also referenced the GRI Standards in guidance that may be relevant to firms when determining the content of their disclosures. While we have only referenced the GRI's Universal Standards, we encourage firms to consider the Topic Standards and new Sector Standards that are being developed, as relevant” (3).

Cette question et cette réponse interviennent dans le cadre d'exigences de reporting au niveau des entités⁴. Il semble dès lors que la double matérialité soit introduite dans le cadre de SDR même si de façon purement volontaire et non obligatoire.

L'équivalence entre les ESRS et les normes 'ISSB + GRI' semble toutefois très improbable en raison de différences fondamentales. Les ESRS reposent sur des **cibles environnementales** et des plans d'action pour atteindre des objectifs comme le net zéro, tandis que GRI ne fixe aucune cible ni feuille de route similaire. Dans tous les cas, la double matérialité n'est pas associée aux ESRS mais uniquement à GRI.

Références

1- Greening Finance: A Roadmap to Sustainable Investing

https://assets.publishing.service.gov.uk/media/61890e64d3bf7f56077ce865/CCS0821102722-006_Green_Finance_Paper_2021_v6_Web_Accessible.pdf

2 - Sustainability Disclosure Requirements: Implementation Update 2024

⁴ *“We proposed that all asset managers with AUM above £5 billion (regardless of whether they use a label or sustainability terms) must produce disclosures on how they are managing sustainability risks and opportunities in a 'sustainability entity report'. We proposed that these disclosures would build on the TCFD structure, requiring disclosures on governance, strategy, risk management, and metrics and targets. To help firms determine the content of disclosures that may be useful for clients and consumers, we also proposed to add Handbook guidance referencing the ISSB's sustainability disclosure standards (IFRS S1) and Sustainability Accounting Standards Board (SASB) standards” (3).*

https://assets.publishing.service.gov.uk/media/66505ba9adfc6a4843fe04e5/Sustainability_Disclosure_Requirements_SDR_Implementation_Update_2024.pdf

3 - FCA, Policy Statement PS 23/16 – SDR and investment labels

<https://www.fca.org.uk/publication/policy/ps23-16.pdf>

4 - Guidance - UK Sustainability Reporting Standards

<https://www.gov.uk/guidance/uk-sustainability-reporting-standards>

5 - Mobilising Green Investment - 2023 Green Finance Strategy

<https://assets.publishing.service.gov.uk/media/643583fb877741001368d815/mobilising-green-investment-2023-green-finance-strategy.pdf>

6 - ISSB to commence research projects about risks and opportunities related to nature and human capital

<https://www.ifrs.org/news-and-events/news/2024/04/issb-commence-research-projects-risks-opportunities-nature-human-capital/>

7 - M. Tamez, E. Emre, & A. Gullo (2024). Banking Law and Climate Change: Key Legal Issues

<https://www.elibrary.imf.org/view/journals/001/2024/193/article-A001-en.xml?rskey=WYnWYD&result=12#RA001fn87>

8 - Coalition Sortons la Caisse du carbone, Ecojustice, Environmental Defence Canada, Investors for Paris Compliance, Re•generation, Shift: Action for Pension Wealth & Planet Health, In 'Response Booklets - CSSB Exposure Drafts: Proposed CSDS 1, CSDS 2, and CSSB Consultation Paper: Proposed Criteria for Modification Framework' (p. 209-216)

https://www.frascanada.ca/en/sustainability/documents/2024_csds1_2_responses